

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 29/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGROGAZ des Pays de Trie

11 chemin CHE d'ANTIN
65220 Bernadets-Debat

Références : 2024-0501-DP
Code AIOT : 0003700588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement AGROGAZ des Pays de Trie implanté 21 chemin du lac 65220 Fontrailles. L'inspection a été annoncée le 03/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGROGAZ des Pays de Trie
- 21 chemin du lac 65220 Fontrailles
- Code AIOT : 0003700588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE est autorisée à exploiter une unité de méthanisation située à Fontrailles par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2017 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 11 août 2020, 24 février 2022 et 24 mars 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Déchets admis dans les installations autorisées	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Capacités des installations autorisées	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Nature des matières traitées	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Activités classées du site	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.1	Sans objet
3	Situation de l'établissement	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.2	Sans objet
5	Descriptifs des installations du site	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.3	Sans objet
7	DISTANCES d'éloignement	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.4	Sans objet
8	Composition du Biogaz	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 3.1.2	Sans objet
9	Rejets	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 4.5.2	Sans objet
11	Stockage du digestat	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 5.3.2.4	Sans objet
12	Localisation des risques	AP Complémentaire du 24/03/2023, article 7.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance concernant l'ajout d'un silo de CIVE et de deux lagunes de stockage du digestat liquide. Quelques points du dossier doivent être complétés, notamment concernant la description des intrants et les proportions entre les digestats solides et liquides produits par l'installation modifiée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a transmis le 14/08/2024 un dossier de porter à connaissance concernant l'ajout d'un silo de stockage des CIVE et de 2 lagunes de stockage du digestat liquide. Dans son dossier, l'exploitant informe la préfecture que les proportions des matières entrantes seront modifiées, aussi l'exploitant doit compléter son dossier avec les informations demandées dans plusieurs des points de contrôles suivants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son dossier de porter à connaissance en adressant des précisions concernant les matières entrantes et les quantités de digestat solide et liquide qui seront produites par l'installation. Ces précisions sont à apporter selon les points de contrôles suivants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Activités classées du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : Modification du classement administratif des rubriques du site.
Constats : Le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant présente une modification du classement administratif du site concernant la rubrique 4718-2 pour une quantité de 3,2 t à la place des 6,4 t actuelles. L'exploitant déclare ne pas avoir prévu de réduire son stockage de gaz, cette rubrique doit être maintenue avec les quantités actuellement déclarées de 6,4 t.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants : Commune : Fontrailles ; Lieu-dit : Manas ; Parcelle 21 section ZC ; superficie parcelle : 87070m ² ; Superficie emprise ICPE : 37260m ² . Les installations citées à l'article 1.2.1. ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe 1).
Constats : Le dossier de porter à connaissance présente une augmentation de l'emprise actuelle de l'installation qui sera augmentée de 4260 m ² , la nouvelle superficie de l'emprise ICPE du site sera de 41 520 m ² . Cette emprise restera comprise à l'intérieur de la parcelle autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/03/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets admis dans les installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : L'établissement est constitué d'une unité de méthanisation de déchets issus d'activités agricoles : <ul style="list-style-type: none">• fumiers et lisiers provenant d'exploitations agricoles : 61 527 t/an,• cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) provenant d'exploitations agricoles : 7 400 t/an,• tontes de pelouse provenant d'exploitations agricoles : 300 t/an,• pailles de céréales provenant d'exploitations agricoles : 400 t/an,• résidus de céréales provenant de coopérative : 2 150 t/an. De l'eau (environ 1 000 t/an) sera ajoutée au gisement pour en réduire le taux de matière sèche.
Constats : L'installation fonctionne actuellement avec 197 t/j d'effluents d'élevage et de matières végétales brutes. Dans le but d'obtenir un meilleur rendement, l'exploitant a prévu de modifier les quantités de déchets admis chaque jour dans l'installation comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Lisier : 60 m³ * (10 Nm³ en moyenne) = 600Nm³/ jour• fumier : 40 t * (30 Nm³ en moyenne) = 1 200 Nm³/jour• Cive : 80 t * (70 Nm³ en moyenne) = 6 400 Nm³/jour• Déchets agroalimentaires 10 * 80 = 8 00 Nm³/ jour L'inspection des installations classées note que le lisier et les déchets agroalimentaires ne sont pas comptabilisés en fonction de leurs masses.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser, en fonction de sa nouvelle ration quotidienne, les différents tonnages annuels et journaliers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Descriptifs des installations du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : L'unité de méthanisation comporte notamment les installations suivantes : [...] • 2 silos couloirs extérieurs de stockage des CIVE (3 750 m ³), [...] • 1 lagune de stockage de digestat liquide de 14 000 m ³ , [...]
Constats : Le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant prévoit de modifier les installations comme suit : <ul style="list-style-type: none">• aux 2 silos couloirs extérieurs de stockage des CIVE (3 750 m³ chacun) sera ajouté 1 silo de 13 500 m³;• à la lagune de stockage de digestat liquide de 14 000 m³ seront ajoutés 2 nouvelles lagunes de 10 000 m³ chacune.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Capacités des installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : Les installations de méthanisation fonctionnent en continu. Les horaires de présence de personnel et de livraisons sont de 7 heures à 18 heures, du lundi au vendredi. La capacité maximale de production des installations est de 10 000 t/an de digestat solide, et de 60 000 m ³ de digestat liquide. La production de biogaz est de 4 742 872 Nm ³ par an. La production de biométhane est de 2 648 353 Nm ³ par an à 98,6 % de CH ₄ . La production de CO ₂ liquide, destiné à la production de glace carbonique, est de 3 719 t/an.
Constats : Le dossier de l'exploitant prévoit une modification des intrants, sans préciser si les quantités de digestat solide et liquide seront modifiées. L'installation ne produit pas de glace carbonique, seulement du CO ₂ liquide pour une quantité de 3 700 t/an ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit préciser, en fonction de la modification des intrants, les nouvelles quantités de digestat solide et liquide qui seront produites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : DISTANCES d'éloignement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : [...] Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas située dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine, et l'aire ou les équipements de stockage des matières entrantes et des digestats sont distants d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance minimale aux rivages et berges des cours d'eau est égale à 35 mètres. [...]
Constats : Le dossier contient le nouveau plan de masse de l'installation comprenant les modifications envisagées. La distance d'éloignement du nouveau silo de stockage de CIVE est précisée, elle sera de 40 m. Celle-ci respectera la distance réglementaire de 35 m avec le cours d'eau « Le Jouan Laire ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Composition du Biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Composition du Biogaz
Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée en continu au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. Le biogaz issu de l'installation de méthanisation est pré-traité dans un système de filtration sur charbon actif pour éliminer l'H ₂ S. La teneur maximale en H ₂ S du biogaz en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement d'épuration est de 5 ppm.
Constats : L'installation dispose de 5 capteurs de mesure des teneurs en CH ₄ et H ₂ S tout au long du process. A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs de contrôle, de calibration et d'étalonnage du chromatographe. Ceux-ci sont conformes et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales

Prescription contrôlée :

L'ensemble des effluents rejetés doit être exempt :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Valeurs limites d'émission - point de rejet n°1 (eaux pluviales) :

Les eaux pluviales rejetées doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Température	< 30 °C
pH	6 et 8,5
Couleur	modification de la coloration < à 100 mg Pt/l
	Concentration en mg/l
MEST	35
DCO	120
DBO ₅	6
Hydrocarbures totaux	10

Constats :

L'exploitant déclare ne pas rejeter d'effluents dans le milieu naturel. Après analyse, l'eau pluviale collectée est impropre et insuffisante pour être rejetée. L'exploitant la renvoie dans sa fosse à lisier pour être incorporée dans son procédé de méthanisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nature des matières traitées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 5.2.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Modification de l'installation			
Prescription contrôlée : L'établissement assure le traitement des déchets et matières issus uniquement de l'agriculture. Seuls sont admis dans l'établissement les déchets et matières répondant aux définitions suivantes :			
Nature	Code	Provenance	Tonnage annuel maximum
<i>Effluents d'élevage</i>			
Fumiers et lisiers	02 01 06 (sous-produits animaux de catégorie 2)	Exploitations agricoles de la SAS AGROGAZ	61 527 t/an
<i>Matières végétales</i>			
Ensilage de culture de couverture (CIVE), tonte de pelouse, pailles de céréales	02 01 03	Exploitations agricoles de la SAS AGROGAZ	8 100 t/an
Résidus de céréales	02 01 03	Coopérative agricole	2 150 t/an
<p>De l'eau (eaux de lavage et recirculation d'une partie du digestat liquide - 1 000 t/an) est ajoutée pour réduire le taux de matière sèche en entrée de méthanisation.</p> <p>Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet.</p> <p>[...]</p>			
Constats : Le dossier transmis par l'exploitant présente une nouvelle répartition des intrants composant la ration journalière de l'installation. Les quantités de matières traitées suivant les codes de déchet vont évoluer suite aux modifications de l'installation.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un tableau actualisé des futurs tonnages annuels des matières traitées répertoriées suivant les codes de déchet correspondants.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 1 mois			

N° 11 : Stockage du digestat

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 5.3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : [...] Le digestat solide est stocké en silos de 7 000 m ³ (5 m de haut) en bâtiment fermé. Le digestat liquide est stocké dans une lagune de 14 000 m ³ constituée d'une double membrane pour assurer l'étanchéité et d'une couverture en membrane souple afin de la protéger des eaux météoriques. [...]
Constats : Aucune modification n'est envisagée concernant le stockage de digestat solide. Le digestat liquide sera stocké dans 3 lagunes : une de 14 000 m ³ et deux de 10000 m ³ chacune.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/03/2023, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter son plan de localisation des risques. Le dossier transmis par l'exploitant précise que les modifications n'auront aucune incidence sur les risques d'incendie, d'explosion ou de pollution. Les CIVEs sont stockées sous forme d'ensilage. La matière est compactée ce qui réduit le risque d'incendie. L'ignition de ces matières peu inflammables est peu probable avec du compactage (teneur en oxygène réduite).
Type de suites proposées : Sans suite